

Unité départementale de la Marne  
10 rue Clément Ader  
51100 REIMS

REIMS, le 25/08/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 22/07/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **TEREOS NUTRITION ANIMALE**

AULNAY AUX PLANCHES  
51130 VAL DES MARAIS

Références : Sm1 n°D1 i 2022-579  
Code AIOT : 0005701671

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/07/2022 dans l'établissement TEREOS NUTRITION ANIMALE implanté AULNAY AUX PLANCHES 51130 VAL DES MARAIS. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection fait suite à un incident signalé le 19 juillet 2022. Suite à un dysfonctionnement au niveau du filtre à poussière en sortie du broyeur et au niveau de l'écluse du refroidisseur n°2 post granulation, un panache de fumée ver émanait des exhaures associés. Cet incident a contribué à l'émission d'une importante quantité de luzerne séchée et broyée et de poussière de luzerne. Des dépôts se sont formés au niveau des toitures du site, notamment celle de l'usine.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- TEREOS NUTRITION ANIMALE
- AULNAY AUX PLANCHES 51130 VAL DES MARAIS
- Code AIOT : 0005701671
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- 

La société Tereos Nutrition Animale (TNA) exploite sur la commune de Val-des-Marais/Aulnay-aux-Planches une usine de déshydratation de fourrage (luzerne et pulpes de betterave) destinée à l'alimentation animale. La société possède 4 sites de déshydratation dans la Marne. La capacité de production du site d'Aulnay est de 486 tonnes par jour, ce qui soumet le site à la directive européenne IED.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Visite suite à un incident : rapport d'incident, air, eau, nettoyage

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Déclaration d'incident	Arrêté Préfectoral du 05/09/2007, article 1.7	/	Lettre de suite préfectorale	15 jours
2	Valeurs limites d'émission des exhaures secondaires	Arrêté Préfectoral du 05/09/2007, article 6.4.2	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
3	Propreté	Arrêté Préfectoral du 05/09/2007, article 3.4	/	Lettre de suite préfectorale	15 jours
4	Rejets dans le Morin	Arrêté Préfectoral du 05/09/2007, article 5.4	/	Lettre de suite préfectorale	15 jours
5	Caractéristique des effluents à épandre	Arrêté Préfectoral du 05/09/2007, article 9.3	/	Lettre de suite préfectorale	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite à la visite d'inspection du 22 juillet 2022, 5 écarts réglementaires ont été mis en évidence. Ils concernent la déclaration d'incident, les émissions au niveau des exhaures secondaires, la propreté des toitures, ainsi que les rejets dans le Morin et la lagune. L'inspection propose à monsieur le préfet de la Marne de rappeler à l'exploitant ses obligations réglementaires par lettre de suite préfectorale.

### 2-4) Fiches de constats

N°1 : Déclaration d'incident

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/09/2007, article 1.7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déclaration d'incident
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspecteur des installations classées, les accidents ou incidents (incendies, explosions...) survenus du fait du fonctionnement de l'installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement (art. 38 du décret du 21 septembre 1977).</p> <p>[...]</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme.</p> <p><b>Constats :</b> L'incident s'est produit vers 08h30, le 19 juillet 2022. Suite à un dysfonctionnement au niveau du filtre à poussière en sortie du broyeur et au niveau de l'écluse du refroidisseur n°2 post granulation, un panache de fumée verte émanait des exhaures associés. Cet incident a contribué à l'émission d'une importante quantité de luzerne séchée et broyée et de poussière de luzerne. Des dépôts se sont formés au niveau des toitures du site, notamment celle de l'usine. L'exploitant en a informé l'inspection par courriel, vers 19h30, le même jour suite à une visite inopinée des services de l'inspection.</p> <p>L'incident serait lié à deux dysfonctionnements :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- une accumulation de boues au niveau du filtre à poussière en sortie du broyeur, lié à des réglages dans l'intensité de l'eau projetée sur ce filtre effectués en vue d'une économie d'eau. Le débit de la pompe à résidus a été augmenté. Le filtre fonctionnait au jour de l'inspection. L'exploitant a également signalé une panne des électrovannes permettant d'alimenter en eau le filtre à poussière. Le système de vannes a été contourné permettant une alimentation par l'eau de la cuve de condensats. L'exploitant a indiqué effectuer des devis pour le remplacement de ces électrovannes et la mise en place d'un système d'alerte en cas d'accumulation de boues.</li> <li>- un bourrage au niveau de l'écluse du cyclone du refroidisseur 2 de sortie de granulation. Ce bourrage avait été signalé quelques jours auparavant car les pales de l'écluse étaient trop courtes et donc non étanches. L'écluse venait d'être remplacée au jour de l'incident, cependant les pales sont restées bloquées créant ainsi un bourrage. Au jour de l'inspection, l'écluse non étanche était remise en place. L'exploitant a indiqué effectuer des devis pour le remplacement de cette écluse.</li> </ul> <p><b>Proposition de l'inspection :</b>  L'inspection rappelle qu'il tient de la responsabilité de l'exploitant de s'assurer du bon fonctionnement de ses installations.  L'inspection propose à monsieur le préfet de la marne de rappeler à l'exploitant ses obligations réglementaires par lettre de suite préfectorale. L'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées, <b>sous un délai de 15 jours</b>, un rapport d'incident (cause de l'incident, mesures prises à court termes, mesures à venir à long termes avec délais, incidence sur l'environnement).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

**N° 2 : Valeurs limites d'émission des exhaures secondaires**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/09/2007, article 6.4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Valeurs limites d'émission des exhaures secondaires
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les rejets de poussières à l'atmosphère des autres circuits doivent être inférieurs à : 40 mg/m <sup>3</sup> et 1 kg/h.
<b>Constats :</b> L'incident ayant eu lieu au niveau des exhaures des filtres à poussière du broyeur et du refroidisseur 2 post-granulation, les particules émises étaient composées de luzerne séchée et broyée. Cependant, l'exploitant n'est pas en mesure d'estimer les quantités émises dans l'atmosphère.
<b>Proposition de l'inspection :</b> L'inspection propose à monsieur le préfet de la marne de rappeler à l'exploitant ses obligations réglementaires par lettre de suite préfectorale. L'exploitant doit transmettre, <b>sous un délai de 2 mois</b> , les prochains rapports de mesure des émissions atmosphériques au niveau du filtre à poussière du broyeur et au niveau du refroidisseur n°2.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

N°3 : Propreté

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/09/2007, article 3.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Propreté
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Tous les silos ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par du personnel sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler. La fréquence des nettoyages est fixée sous la responsabilité de l'exploitant et précisée dans les procédures d'exploitation. Les dates de nettoyage doivent être indiquées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. [...]
<b>Constats :</b> Suite à l'incident, d'importantes quantités de poussières se sont déposées sur le carreau de l'usine mais également sur ses toitures. Au jour de l'inspection, l'exploitant avait nettoyé les toitures des locaux administratifs à l'aide d'un tuyau d'eau. L'eau a ainsi été dirigée vers un dégrilleur débourbeur puis vers la lagune. Les toitures de l'usine étaient encore empoussiérées. En effet, pour des raisons de sécurité, l'exploitant a fait appel à la société Assainissement Vidanges Leveque qui est intervenue le 21 juillet 2022 et a aspiré une partie des dépôts présents sur la toiture de l'usine. Cependant, l'opération de nettoyage a été suspendue car la nacelle employée n'était pas adaptée. L'exploitant a indiqué attendre le retour de la société Assainissement Vidanges Leveque afin de programmer une nouvelle opération de nettoyage.  Dans l'attente du nettoyage des toitures et afin d'éviter tout risque d'incendie, l'exploitant a mis en place une ronde à chaque arrêt de l'usine afin de contrôler l'absence de fumée au niveau des toitures.  <b>Proposition de l'inspection :</b> L'inspection propose à monsieur le préfet de la marne de rappeler à l'exploitant ses obligations réglementaires par lettre de suite préfectorale. L'exploitant doit tenir informée l'inspection de l'avancée du nettoyage des toitures de l'usine <b>sous un délai de 15 jours</b> .
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

#### N°4 : Rejets dans le Morin

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/09/2007, article 5.4
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets dans le Morin
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les valeurs limites sont contrôlées, sauf stipulation contraire de la norme, sur effluent brut non décanté et non filtré, sans dilution préalable ou mélange avec d'autres effluents.  Elles s'imposent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur une durée représentative. Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne doit dépasser le double de la valeur limite prescrite.  Les eaux rejetées au milieu naturel doivent respecter les valeurs limites suivantes : température inférieure à 30° C pH compris entre 5,5 et 8,5 matières en suspension totales (NFT 90105) 30 mg/l DBO5 (sur effluent brut) (NFT 90103) 40 mg/l DCO (sur effluent brut) (NFT 90101) 125 mg/l azote global (NFT 90110, 90012, 90013) 10 mg/l hydrocarbures totaux : (NF EN 1884) 1 mg/l Les effluents doivent être exempts de matières flottantes.
Constats : Suite au nettoyage des toitures des silos, les dépôts de poussières ont été redirigés en partie vers le Morin. Aucun prélèvement n'a été effectué par l'exploitant.
Proposition de l'inspection : L'inspection propose à monsieur le préfet de la marne de rappeler à l'exploitant ses obligations réglementaires par lettre de suite préfectorale. L'exploitant doit effectuer une analyse des eaux rejetées au Morin et en transmettre les résultats à l'inspection des installations classées, sous un délai de 15 jours.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 15 jours

**N°5 : Caractéristique des effluents à épandre**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/09/2007, article 9.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Caractéristique des effluents à épandre
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b> [...] La valeur agronomique des effluents épandus doit être conforme aux indications contenues dans le volet agro-pédologique de l'étude d'impact et compatible avec le pouvoir épurateur du sol et du couvert végétal.</p> <p>Les effluents doivent respecter les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- pH compris entre 5,5 et 8,5 ;</li> <li>- température inférieure à 30 °C ;</li> <li>- absence de substances susceptibles d'être dangereuses pour l'environnement du fait de leur toxicité, de leur persistance ou de leur bio-accumulation ;</li> <li>- volume annuel maximum : 350 000 m<sup>3</sup></li> </ul> <p>Les valeurs agronomiques moyennes des effluents sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Azote global 900 mg/l</li> <li>- Phosphore total en P<sub>2</sub>O<sub>5</sub> 200 mg/l</li> <li>- Potassium en K<sub>2</sub>O 1300 mg/l</li> <li>- Magnésium en MgO 170 mg/l</li> <li>- C/N inférieur à 8 en période luzerne de mai à octobre.</li> </ul> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b> Suite au nettoyage des toitures et du site, les dépôts de poussières liés à l'incident ont été redirigés vers la lagune.</p> <p>Le site fonctionne avec un épandage en continu de la lagune et des mesures journalières de la DCO et ponctuelles de l'ensemble des paramètres mentionnés aux articles 9.3, 9.6 et 9.7 de l'arrêté préfectoral n°2007-A-89-IC du 05 septembre 2007.</p> <p>Lors de l'inspection, il a été demandé à l'exploitant d'effectuer un prélèvement des eaux présentes dans la lagune afin d'obtenir des mesures sur l'ensemble des paramètres de l'arrêté préfectoral de 2007.</p> <p><b>Proposition de l'inspection :</b> L'inspection propose à monsieur le préfet de la marne de rappeler à l'exploitant ses obligations réglementaires par lettre de suite préfectorale. L'exploitant doit transmettre à l'inspection, <b>sous un délai de 15 jours</b>, les résultats des prélèvements effectués dans la lagune lors des semaines 29 et 30.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

